

que. Et c'est d'autant plus regrettable, monsieur l'Orateur, qu'il n'y a pas de raison pour qu'il en soit ainsi.

C'était les mots que je prononçais il y a près de quatre ans. Il est certes d'autant plus regrettable que je n'aie pas à m'excuser auprès du premier ministre car mes prévisions se sont non seulement révélées justes, mais sous certains aspects un euphémisme en ce qui concerne les conditions actuelles au Canada. A la pauvreté qui troublait notre conscience en 1968, le gouvernement a délibérément ajouté un chômage extrême. Les problèmes urbains se sont multipliés. La congestion de nos villes, la pollution de l'air et de l'eau, la spéculation foncière, les disparités régionales, la pauvreté de nos indigènes et la pauvreté de 20 p. 100 ou davantage de notre population, tout ce gaspillage d'énergie humaine dans notre société reste pour le moins aussi grave et inacceptable qu'il y a quatre ans. Il y a eu du rapiéçage. On a essayé de voir au plus pressant. Le gouvernement peut toujours citer certaines mesures législatives s'il veut s'encenser comme il l'a fait si bien dans le discours du trône qui a clôturé la dernière session.

Comme je l'ai dit en 1968, n'importe quel gouvernement peut apporter certaines améliorations, même le présent gouvernement; il faudrait être bien borné et bien sectaire cependant pour ne pas constater et admettre, lorsqu'on s'intéresse un tant soit peu au sort des gens et que l'on a le moins d'humilité, que les années au pouvoir du présent gouvernement n'ont pas fait progresser le Canada, mais au contraire ont aggravé les problèmes que le premier ministre avait promis de solutionner au départ.

En réponse à certaines des questions qu'il a soulevées dans son discours, je signale au premier ministre que si je dénonce cette faillite, c'est précisément parce que je suis fier de mon pays et que j'ai foi en son destin. Je reconnais qu'en 100 ans le Canada a progressé considérablement depuis le temps des pionniers. Il est devenu une nation de premier plan, caractérisée par le modernisme, et un grand peuple. Avec à sa tête un gouvernement sensé, près des gens, imbu de modernisme et doté des moyens les plus nouveaux, le pays parviendra à éliminer la pauvreté et l'injustice et à édifier une société dont tous les Canadiens pourront se réclamer. Voilà de quoi est faite la démocratie de participation; c'est l'échec du présent gouvernement face aux besoins de la société moderne que condamne mon parti et auquel l'histoire fera écho.

[Français]

Monsieur l'Orateur, les partis libéral et conservateur progressiste vivent et agissent dans le carcan de doctrines démodées. Ils demeurent, avec leurs amis des grandes sociétés, les seuls doctrinaires qui restent dans notre société, si l'on fait abstraction d'une poignée d'écervelés romantiques de l'extrême gauche.

Le gouvernement et le parti de l'opposition officielle sont des partis du *statu quo*. Certes, le premier ministre parle de changement. Ce que traduisent clairement ses actes et sa politique, c'est qu'il rejette tout changement véritable dans les structures économiques et sociales, l'équilibre de la puissance dans notre société, et tout ce qui est essentiel à l'instauration d'un régime d'égalité humaine. Son idée du changement est exprimée par le proverbe bien connu «Plus ça change, plus c'est pareil».

Nous croyons, nous, du Nouveau parti démocratique, que la technologie moderne exige que le gouvernement joue un rôle de plus en plus important dans l'économie. Les forces du marché ne peuvent plus servir le bien commun sans qu'on y adjoigne une surveillance importante et, dans certains cas, un contrôle direct. La production moderne s'est transformée substantiellement, du

point de vue de la technique et de la complexité. Le temps, par exemple, qui s'écoule entre la décision de produire un article nouveau et l'arrivée de celui-ci sur le marché est même devenu plus long, parce qu'il faut maintenant une mise au point élaborée, une enquête de marché et tous les autres éléments qui s'intègrent aujourd'hui à la planification de la production et de ses procédés. On va même jusqu'à affirmer que, dans le cas d'un nouveau modèle de voiture, cette période peut aller jusqu'à quatre ou cinq ans.

Les secteurs principaux de la production moderne exigent bien du temps et de grands investissements. Les matières premières, l'énergie et les autres biens de base, de même que l'infrastructure, nécessitent des investissements tels que seules les grandes sociétés peuvent se les permettre.

En outre, la difficulté de trouver l'agencement approprié d'employés bien formés dans la population active prend aussi du temps. Ces données essentielles de l'ère post-industrielle sont propices à la concentration de la richesse et du pouvoir dans un nombre de plus en plus restreint d'unités.

[Traduction]

Les objectifs primordiaux de ces sociétés consistent à réaliser le maximum de bénéfices et de pouvoir. Leurs placements et leur production prioritaires sont régis par un marché qu'elles contrôlent elles-mêmes. Grâce à une réclame moderniste sans précédent, elles créent des besoins qui répondent à leurs intérêts. Ce n'est que par coïncidence qu'à l'occasion leurs décisions répondent aux besoins et aux priorités de la société. Seuls des investissements publics, une planification publique de l'emploi des ressources humaines et matérielles, et une participation gouvernementale étendue dans l'établissement des priorités, peuvent remédier à la pauvreté, aux disparités régionales et à l'aliénation sociale.

• (1520)

Au Canada, le contrôle des sociétés dont j'ai parlé s'est soldé par un contrôle étranger grandissant. Non seulement les corporations multinationales ont-elles pour objectif les bénéfices et la puissance, mais du fait de leur caractère global, elles tiennent bien peu compte des besoins particuliers du pays hôte. Voilà pourquoi le Nouveau parti démocratique se préoccupe sérieusement, depuis sa fondation, du problème de l'indépendance du Canada. Voilà pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire de reprendre en main notre économie, de sorte que le peuple canadien puisse façonner sa destinée, orienter son avenir selon les besoins et les ressources du pays.

Après des années de discussion, un regain de canadienisme, de nombreuses études et rapports, le gouvernement a finalement été forcé d'entreprendre et d'élaborer une politique de ce qu'il appelle apparemment «la maîtrise de notre environnement économique.» A maintes reprises, le premier ministre a promis de faire une déclaration de principe à ce sujet. A la suite de pressions, il avait d'abord promis que ce serait avant Noël. Plus récemment, il promettait que ce serait avant la rentrée parlementaire. Une autre fois, plus tôt cette année, il a promis de faire une déclaration dès le début de la nouvelle session.

Ce matin, en réponse à une question qui lui était posée, le premier ministre a dit qu'il n'annoncerait pas la politique du gouvernement à l'égard de la mainmise économique étrangère tant que la documentation à l'appui ne serait pas disponible et que le projet de loi ne serait pas prêt. Nous savons tous, monsieur l'Orateur, que ce ne sera probablement pas avant avril. Chose certaine, la docu-